

Quelle décroissance ?

Intervention de Jean-Pierre Tertrais

pendant la semaine « Les luttes sont déCLARées » à Rennes le 20 mars 2013

Mon exposé comportera trois parties :

- Tenter de définir ce qu'est la décroissance ;
- Expliquer en quoi elle est pertinente, et même incontournable ;
- Montrer que seul un projet anarchiste est susceptible de mettre en œuvre une décroissance, à condition évidemment d'intégrer pleinement la dimension écologique.

L'histoire de l'humanité est, bien sûr, l'histoire de la lutte des classes, ce qu'ont bien perçu les révolutionnaires, mais pas les écologistes ; elle est aussi celle de la transformation de son milieu par l'homme, et plus précisément de la colonisation de la planète par l'espèce humaine, jusqu'à mettre en péril son propre avenir, ce qu'ont bien perçu les écologistes, mais pas les révolutionnaires, globalement. La décroissance est donc une réaction à ce qui peut ressembler à un processus d'autodestruction.

D'abord, ce que n'est pas la décroissance.

Elle n'est ni une doctrine figée ni un mouvement homogène : elle se caractérise au contraire par la pluralité de ses sources, la diversité des réponses, la variété des démarches et des stratégies (il n'y a qu'à voir les différentes tendances au sein même du mouvement de la décroissance). Elle puise dans des auteurs aussi variés que R Dumont, C Castoriadis, H Marcuse, F Partant, R Passet, N Georgescu-Roegen, I Illich, J Ellul, A Gorz, M Bookchin....., c'est-à-dire essentiellement dans les années 1970, sans doute la décennie la plus féconde en termes de production intellectuelle et de dynamisme social.

La décroissance n'est donc ***pas un projet de société global*** (on y reviendra). Elle n'est pas non plus une fin en soi dans la mesure où il s'agit seulement de ramener l'impact des activités humaines aux possibilités de régénération de la planète, pour ensuite maintenir un ajustement permanent entre ces deux facteurs, ce qu'on peut appeler une « croissance zéro ».

Ensuite, ce qu'est la décroissance.

- C'est d'abord un avertissement : on ne peut plus continuer comme avant (c'est la première fois dans l'histoire). En d'autres termes, le problème n'est pas le sous-développement des pays qu'on a appauvris, mais le sur-développement des pays qui se croient riches parce que le calcul du PIB est une aberration.
- C'est un ***pouvoir de questionnement***, d'interpellation, la remise en cause d'idées reçues, l'appel à un débat sur de véritables choix de société, aujourd'hui rendu impossible par toutes les classes politiques.
- C'est la ***prise de conscience des dégâts de la croissance***, dégâts humains, sociaux, écologiques.
- C'est une ***prise de conscience des limites*** de l'être humain et de la planète, c'est-à-dire du fait que le capitalisme est en train de consommer ce qui l'a rendu possible, les ressources naturelles et le travail humain.
- C'est la ***prise de conscience de la saturation de l'espace***, par la politique du « toujours plus » :
 - saturation de l'espace physique : toujours plus de marchandises dans les rayons des supermarchés, d'objets peu utilisés dans les habitations, de véhicules sur des réseaux engorgés (le parc automobile mondial dépasse le milliard de véhicules) ;
 - saturation de l'espace mental : toujours plus d'informations sans intérêt, d'émissions et de jeux abêtissants, de spots publicitaires, d'images qui stérilisent la réflexion et l'esprit critique.

La décroissance, c'est aussi une ***critique de l'économicisation de la société***, c'est-à-dire de la place centrale occupée par l'économie au détriment du politique. Une centralité qui se traduit par une marchandisation du monde, par la privatisation du vivant (terre, eau, forêt, semences), par la recherche du productivisme, de la surconsommation.

La décroissance, c'est encore la **critique de la notion de « développement »** apparue avec le discours de Truman en janvier 1949. Une notion fondée sur une supercherie, c'est-à-dire l'amalgame entre bien-être et croissance économique, entre bonheur et consommation, et qui repose sur trois piliers :

- *l'anthropocentrisme*, la place dominante de l'homme dans la « pyramide » du vivant, et souvent le mépris pour les autres espèces, la réduction de la nature à un stock de ressources ;
- *l'ethnocentrisme*, c'est-à-dire la croyance selon laquelle le développement industriel est le seul modèle pour l'avenir de l'humanité ; les autres cultures étant qualifiées d'arriérées, d'archaïques. Le progrès, c'est Coca-Cola et McDo !
- *le scientisme*, c'est-à-dire la certitude que la science – et la technique – peuvent résoudre tous les problèmes.

La décroissance, c'est encore la **critique de la technique**, non pas de manière globale comme certains ont intérêt à le faire croire, mais dans certaines de ses implications humaines, sociales : parce qu'elle favorise la capitalisation, accroît les inégalités, entretient une fuite en avant, ne garantit qu'une efficacité illusoire, engendre un impact considérable sur les différents milieux. Et aussi parce qu'elle entraîne une perte de dignité, d'autonomie ; c'est pourquoi la décroissance s'inscrit assez logiquement dans la tradition des luddites, ce mouvement ouvrier qui commença dans les années 1810 en Angleterre, et connu pour ses destructions de machines.

Ces critiques de l'économicisation et de la technique induisent un autre constat, l'**effondrement des liens sociaux** sous le poids de la marchandisation, l'individualisme, la compétition, et même la haine de l'autre.

La décroissance, c'est aussi, bien entendu, une **critique d'ordre environnemental** – certains ont même tendance à la réduire à cette seule dimension – une critique qui met en évidence la dégradation massive des écosystèmes et l'épuisement des ressources. Cette critique invite à comprendre qu'on ne négocie pas avec les lois de la physique, de la chimie, de la vie, invite à transformer la relation de l'homme à la nature en passant de l'exploitation et de la domination à une « co-évolution ».

Voilà donc globalement ce qu'est le cheminement théorique de la décroissance. Je voudrais cependant terminer ce tour d'horizon en évoquant la violence avec laquelle la décroissance et ses partisans sont attaqués, les procès d'intention qui leur sont faits. Cette violence des oppositions montre en réalité que la décroissance touche au plus profond de l'homme et tend à déstabiliser.

La boulimie de marchandises, de bruits, de vitesse, d'excitations diverses, de plaisirs factices n'est qu'une réponse à l'angoisse de la mort, une façon de refouler la conscience de notre finitude, une manière de nier les limites. Or faire resurgir cette notion de limites comme le fait la décroissance, c'est réactiver l'angoisse.

J Baudrillard écrivait dans « Amérique » : « Les gratte-ciel éclairés au cœur de la nuit, les systèmes d'air conditionné rafraîchissant des hôtels vides dans le désert et la lumière artificielle en plein jour, tout cela a quelque chose d'aussi insensé qu'admirable : luxe idiot d'une civilisation riche, aussi anxieuse de l'extinction des feux que le chasseur dans sa nuit primitive ».

Maintenant, en quoi la décroissance est-elle pertinente, justifiée ? On proposera trois réponses :

D'abord, on peut se contenter d'évoquer **tous les problèmes écologiques** qui ont atteint une dimension planétaire, en précisant que deux ou trois d'entre eux suffiraient à compromettre l'avenir de l'homme :

- la déforestation (le rythme de déforestation s'est accéléré sur la planète depuis l'an 2000, avec la perte de 6,4 millions ha par an selon la FAO) ;
- la pollution chimique et nucléaire (les différentes substances polluantes atteignent tous les milieux et accélèrent notamment la prolifération des cancers et la perte de fertilité animale et humaine) ;

- l'accumulation des déchets (la production de déchets a augmenté en France de 4,2 % entre 2004 et 2006, alors que sur la même période, la population n'a augmenté que de 1,2 %) ;
- la réduction de la biodiversité, et donc de la stabilité des écosystèmes (25 % des espèces qui existaient au début du 20^e siècle auront disparu d'ici 2025) ;
- la raréfaction des ressources (*énergies fossiles* : d'ici deux à trois ans, la production de pétrole amorcera un déclin inéluctable estimé à plus de 5 % par an ; *minerais* : plusieurs d'entre eux, vitaux pour les nouvelles technologies, risquent de manquer dans moins d'un quart de siècle (voir la guerre qui se livre actuellement autour des « terres rares », et dont la Chine possède plus de 90 %) ; *ressources halieutiques* : près de 75 % de ces ressources sont exploitées plus vite qu'elles ne peuvent se reproduire ; *eau* : la quantité disponible par habitant et par an diminue (de 12 900 m³ en 1970 à 6800 en 2004).
- la dégradation des terres agricoles (les pratiques intensives engendrent une détérioration du potentiel agronomique des sols, et donc une baisse des rendements).
- les perturbations climatiques (il semble qu'on s'oriente vers une trajectoire à haut réchauffement, de l'ordre de 3,5° au lieu de l'objectif fixé à 2° maximum).

Ensuite, **un outil, l'empreinte écologique**. Le capitalisme s'est très vite soucié de mesurer ses propres performances : il a mis au point pour cela le fameux PIB dont on connaît les aberrations puisqu'il méconnaît, entre autres, les dégâts considérables causés au milieu naturel, dont il tire ses richesses. Il s'est bien gardé d'évaluer ces dégâts. Or aujourd'hui, grâce aux travaux de quelques scientifiques, on dispose d'un instrument relativement fiable : l'empreinte écologique. En précisant que ses détracteurs, eux, ne disposent d'aucun outil pour prouver le contraire.

C'est un outil qui mesure la pression qu'exerce l'homme sur la nature. Cet outil mesure la surface nécessaire à une population donnée pour satisfaire ses besoins en nourriture, habitat, chauffage, transport, loisirs, et pour éliminer ses déchets.

L'empreinte écologique peut se calculer pour un individu, une ville, une région, un pays ou la planète. Elle est évaluée, au niveau mondial, à 2,3 ha par personne (avec des disparités considérables, puisque les Etats-Unis et les Emirats arabes ont une empreinte supérieure à 10 ha, l'Europe occidentale de 5 à 6 , l'Europe de l'Est autour de 3, l'Afrique d'à peine 1 ha).

Les capacités biologiques de la planète ont, elles, été estimées à 1,9 ha par personne. Nous dépasserions donc d'ores et déjà d'environ 25 % les capacités de régénération de la planète. Mais peu importe la précision des chiffres. Non seulement nous puisons dans les revenus, mais nous dilapidons le capital. Si tous les habitants de la planète voulaient adopter notre mode de vie, les ressources mondiales n'y suffiraient pas. Le mode de vie occidental n'est pas généralisable aujourd'hui à l'ensemble de la planète. Il l'est encore moins pour les générations futures. L'humanité vit au-dessus de ses moyens. Il faut impérativement décroître. Les mots d'ordre de la décroissance sont donc : produire moins pour travailler moins, consommer moins pour vivre mieux.

Enfin, **des analyses globales**. On se limitera à deux exemples.

- Le Club de Rome, groupe de réflexion créé en 1968 et formé de scientifiques, d'économistes, de fonctionnaires, d'industriels, avait produit, en 1972, un premier rapport qui mettait en évidence, pour la première fois dans l'Histoire, les limites physiques de la planète. Or un rapport, paru en mars 2012, et utilisant des instruments d'analyse récents, des méthodes d'observation et de prévision plus performantes, confirme les conclusions du premier, à savoir un effondrement économique aux alentours de 2030, peut-être même bien avant, par la diminution des ressources et la dégradation des écosystèmes.
- Un article de la revue Nature prévoit un « basculement » du système-Terre d'ici 2100. Peu importe là encore les erreurs possibles concernant la date, ce qui est en jeu, et de plus en plus visible, c'est la dégradation générale des écosystèmes, les fluctuations climatiques de plus en plus extrêmes, l'accélération de nombreux phénomènes. Et les incertitudes concernant des effets de synergie, de seuil, d'amplification, d'irréversibilité.

Au regard de ce qui précède, il semble que l'optimisme béat de certains ne résistera que très provisoirement à l'épreuve du temps. Dans un monde où il y a de moins en moins de ressources disponibles pour de plus en plus d'individus (9 milliards vers 2050), les conflits pour l'appropriation et le contrôle de ces ressources ne peuvent que se multiplier et s'intensifier.

Et une nouvelle question se pose : quel est le cadre politique le plus approprié pour mettre en œuvre une décroissance qui sera, de toutes façons, incontournable ? J'ai dit tout à l'heure que la décroissance n'était pas un projet de société global. Les casseurs de pub, qui se situent « à gauche », prônent une décroissance « républicaine ». Alain de Benoist la revendique au nom de la Nouvelle droite en refusant les « dérives productivistes et mercantiles ». En 2009, le Medef consacre son université d'été à la décroissance ; la démographie est au cœur du débat. Vous l'avez compris : il y a trop de pauvres sur la planète. La décroissance peut donc passer par l'émancipation de l'homme ; elle peut aussi passer par son anéantissement.

La décroissance se décline autour de quelques axes fondamentaux :

- le respect du rythme de régénération des ressources renouvelables (forêts, ressources halieutiques...) ;
- le ralentissement de la consommation des ressources non renouvelables (énergies fossiles, minerais) ;
- les économies d'énergie ;
- l'éco-efficience : c'est-à-dire une rationalité technique qui permet de fabriquer un même objet avec moins d'énergie et de matières premières ; en sachant que moins un objet exige d'énergie et de matières premières, plus on en fabrique : c'est l'effet-rebond.
- la relocalisation de la production ;
- le recyclage des matériaux ;
- le développement des énergies renouvelables.

Le seul problème, c'est que **ces axes ne définissent en aucun cas un cadre politique clairement identifié**. Quel est l'intérêt de relocaliser la production ou de développer les énergies renouvelables si la propriété des moyens de production et de distribution demeure privée ? Quel est l'intérêt de ralentir la consommation des ressources si c'est pour imposer aux populations les plus vulnérables des restrictions, des quotas, des mesures draconiennes qui aggraveront leur précarité ?

Sans adhérer au masque idéologique du libéralisme que constitue le développement durable, qui consiste à culpabiliser les individus dans la recherche des gestes « éco-citoyens », en exonérant les responsables des politiques publiques depuis un demi-siècle, un certain nombre de partisans de la décroissance pensent que le capitalisme peut résoudre la question écologique, à condition de remédier à ses excès, à ses débordements.

Cependant, les exigences de croissance du capitalisme étant assez clairement incompatibles avec les limites physiques de la planète, la plupart de ces partisans de la décroissance s'accordent sur l'anticapitalisme. Il resterait toutefois une ambiguïté à lever : comment sort-on du capitalisme ? Et là, le silence ou un flou artistique font souvent office de réponse.

Mais la position dominante, dans la sphère décroissanciste, est évidemment le recours à l'Etat comme régulateur, voire comme fossoyeur du marché.

Or c'est le capitalisme qui instrumentalise l'Etat, et non l'inverse.

C'est d'abord l'Etat qui, par la loi, a légitimé la propriété privée, et qui la protège.

C'est l'Etat qui a permis la puissance des multinationales (subventions, allègements fiscaux, crédits de formation et de recherche, infrastructures, brevets, externalisation de nombreux coûts, prise en charge de pertes financières, interventions policières lors de conflits entre employeurs et salariés...).

C'est la dimension même des travaux commandés par les Etats qui a conforté la taille des entreprises : infrastructures gigantesques, autoroutes, TGV, aéroports internationaux, terminaux portuaires, magalopoles, barrages immenses, centrales, super-pétroliers, complexe militaro-industriel...

C'est l'Etat qui vient en aide aux banques en difficulté et au secteur automobile en sortie de route, tout en bradant le service public et la protection sociale.

En constatant la convergence des intérêts entre le capitalisme et l'Etat, en constatant aussi les trajectoires croisées des dirigeants entre les secteurs public et privé, comment peut-on croire un seul instant que l'Etat va faire demain le contraire de ce qu'il a toujours fait ?

Le capitalisme et l'Etat ont conjointement intérêt à augmenter les volumes de production parce que ceux-ci confortent les profits, la domination, la puissance, le prestige. Or produire plus, c'est travailler plus, c'est-à-dire plus de souffrance au travail et plus de destruction des différents milieux. Quel en est l'intérêt pour les populations ? Sans compter que la moitié de ce qu'on produit aujourd'hui est inutile ou nocif, voire dangereux.

On peut raisonnablement supposer qu'une population qui aurait, par l'autogestion – ou gestion directe – généralisée, la maîtrise de la production, n'aurait aucun intérêt à entretenir le gaspillage systématique sur lequel est fondé le capitalisme, aucun intérêt à fabriquer des produits agricoles qui arrivent directement à la décharge, des biens peu durables, non réparables qui coûtent cher, des produits toxiques qui altèrent la santé, des gadgets, du jetable ou des armements (ce qui est le summum du jetable) qui engendrent la misère et préparent un désastre écologique.

Entre travailler huit heures par jour pour s'aliéner, s'intoxiquer et s'autodétruire, et travailler quatre heures par jour pour fabriquer des biens socialement utiles et pour recréer de la solidarité, de la convivialité, personne ne devrait hésiter.

Les anarchistes n'ont pas attendu la problématique de la décroissance pour combattre le capitalisme et l'Etat parce que leur collusion permet l'exploitation de la force de travail et enlève toute dignité au salarié, parce qu'elle crée la misère au Nord comme au Sud. La décroissance leur fournit simplement un argument supplémentaire, mais décisif, pour rejeter définitivement ce système.

Seule une décroissance libertaire est donc susceptible à la fois d'assurer un meilleur épanouissement de l'homme en réduisant la charge de travail et en libérant du temps créateur, et de garantir une meilleure gestion des ressources naturelles en ralentissant le cycle production-consommation jusqu'à respecter les capacités de régénération de la planète. Il suffit juste d'en avoir la volonté.